

## 2 Politique

## Opposition/Coalition pour la nouvelle République

# Une marche stoppée par les forces de l'ordre

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

**Les militants de l'opposition qui marchaient en direction de l'aéroport, en partant du "QG" de Jean Ping, ont été stoppés par des policiers avant le carrefour du Camp de Gaulle.**

LA Coalition pour la nouvelle République (CNR) a tenu un meeting hier au siège du quartier général (QG) de l'opposant Jean Ping, leader dudit groupement politique de l'opposition. Plutôt qu'au collège Nthoréré, sis à l'Ancienne Sobraga où ils se sont donné rendez-vous, les partisans de cette Coalition ont dû se retrouver au siège de leur leader, le premier lieu indiqué ayant été investi par les forces de police nationale très tôt dans la matinée. C'est finalement autour de



Photo : FKOM

La marche était conduite par certains responsables de la coalition.

18 heures que les partisans et sympathisants restés rassemblés au "QG" ont reçu la consigne de leurs responsables. Seul mot d'ordre : marche en direction de l'aéroport international Léon Mba de Libreville. L'objectif était, selon l'un des porte-paroles de la Coalition pour

la nouvelle République, Frédéric Massavala Maboumba, "faire comprendre que le peuple gabonais est déterminé à récupérer sa victoire"...

Les militants et sympathisants de ce bord politique ayant fait le déplacement du "QG" de Jean Ping, se sont donc mis en route

pour rallier l'aéroport. Malheureusement pour eux, sur leur chemin, les forces de police nationale les attendaient pour les empêcher de progresser. Ainsi, la foule a été tout simplement dispersée au moyen des bombes lacrymogènes, à quelques encablures du carrefour du



Photo : FKOM

Quelques partisans de la CNR hier au "QG" de Jean Ping.

"Camp de Gaulle". Conséquence, la circulation a été perturbée. Rappelons que le meeting d'hier s'inscrivait dans le cadre de la commémoration de l'anniversaire des événements post-électoraux vécus au "QG" de Jean Ping, le 31 août 2016. Pour les leaders de la CNR,

il était question de "mobiliser" les leurs "pour démontrer notre détermination à ne pas renoncer". Aussi, lors d'une précédente sortie médiatique, le porte-parole de la CNR avait mentionné que son regroupement veut "simplement battre le rappel des troupes".

## Coordination du Système des Nations unies au Gabon

# Stephen Jackson le nouveau patron !

J. O.

Libreville/Gabon

**Le diplomate onusien, qui remplace Marie-Evelyne Pétrus-Barry, partie faire valoir ses droits à la retraite, sera également en charge, comme son prédécesseur, du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).**

LA coordination du Système des Nations unies au Gabon a un nouveau responsable. Il s'agit de l'ancien chef de la planification des politiques et des conseils pour

le département des Affaires politiques des Nations unies (DPA), Stephen Jackson. Il a officiellement pris ses fonctions le 1er septembre dernier, après le départ de Marie-Evelyne Pétrus-Barry.

Qui est donc ce diplomate qui devra également gérer le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) dans notre pays ? Polyglotte, et parlant notamment le français, Stephen Jackson est titulaire d'un doctorat en Anthropologie culturelle, d'un master en Administration publique (Université de Princeton aux États-Unis) et d'un Bachelor en mathématiques



Photo : D.R.

Stephen Jackson, le nouveau représentant du Système des Nations unies et du Pnud au Gabon.

(Trinity College de Dublin, en Irlande du Nord).

Avant le Gabon, le fonctionnaire américain était le chef de la planification

des politiques et des conseils pour le département des Affaires politiques des Nations unies (DPA).

En outre, le nouveau coordonnateur a exercé tour à tour comme chef du secrétariat à l'Examen de la consolidation de la paix des Nations unies, de l'unité de soutien à la médiation de la DPA, ainsi que du Bureau des Nations unies au Burundi. Tout comme, durant la même période, il a été responsable d'équipe de l'unité de planification des Politiques de DPA et chef d'équipe pour la région des Grands Lacs.

Dans la même lancée, il a travaillé comme conseiller senior du Représentant spécial adjoint du secrétaire général (DSRSG) et chef de Bureau de la mis-

sion des Nations unies en République démocratique du Congo (RDC).

Ce spécialiste des questions de prévention des conflits, a été, avant d'intégrer les Nations Unies, directeur adjoint du Forum sur la prévention des conflits et la paix (CPPF) au Conseil de recherches en sciences sociales (SSRC) à New York, entre 2002 et 2006. Sans omettre le poste de directeur du Centre international pour la famine de l'Université nationale d'Irlande de 1998 à 2001. C'est donc en fin connaisseur qu'il prend ses fonctions au Gabon.

## Paix et sécurité en Afrique centrale

# Mise en place d'un Réseau des femmes des médias

O. N.

Libreville/Gabon

**Cette plate-forme qui comprend plusieurs pays de la sous-région découle d'un atelier qui s'est dernièrement tenu à Yaoundé (Cameroun).**

A l'initiative de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Plateforme des femmes éditrices pour la paix et la sécurité en Afrique centrale (FEPPSAC), et avec le soutien technique et financier du Bureau régional des Nations unies pour la sous-région (UNOCA), un atelier s'est tenu à la fin du mois

août dernier dans la capitale camerounaise. Ces assises ont porté sur le thème : "Pour une coopération dynamique en faveur de la paix et la sécurité entre la CEEAC et les femmes des médias".

Au cours des travaux, les participants dont deux Gabonaises, Sylvie N'Tchandi Touré (Okoumé Magazine) et Melissa Bendome, ont réfléchi sur le meilleur moyen de réunir leurs forces pour sensibiliser de manière efficace les populations de la sous-région sur les différentes menaces contre la stabilité des pays de l'Afrique centrale. C'était aussi l'occasion de faire le point sur l'implication des femmes dans les processus de paix en Afrique centrale,



Photo : D.R.

Les organisateurs et journalistes au terme des travaux.

17 ans après l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité... Cet atelier a été sanctionné par la mise en place d'un

"Réseau des femmes des médias pour la paix et la sécurité." Il s'agit d'une plate-forme ouverte à d'autres structures ou à des journalistes adhérant aux valeurs et à sa vision. Ledit

réseau, qui a déjà adopté son plan d'action, envisage de lutter pour une meilleure représentativité des femmes dans tous les processus de négociation et médiation. Tout comme il

entend mener son combat à travers ses principaux partenaires que sont les télévisions, radios, presse écrite et médias en ligne. Le Réseau envisage aussi le lancement, dans les tout prochains jours, d'un magazine semestriel et un site internet.

Soulignons qu'une équipe provisoire de coordination a été mise en place. Elle est gérée par notre compatriote Melissa Bendome. A noter également qu'outre le Gabon, neuf pays ont participé aux travaux de Yaoundé, à savoir le Cameroun, Angola, Burundi, Centrafrique, RDC, Congo, Guinée-Equatoriale, Rwanda et Tchad.